

22 février 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Micro tendu du Président de la République avant l'ouverture du Salon de l'agriculture 2025.

Emmanuel MACRON

Je suis à vous.

Journaliste

Ça ne peut pas se passer encore pire que l'année dernière.

Emmanuel MACRON

Bonjour à tous, et merci d'être là. Écoutez, non puis, l'année dernière, il y avait eu un moment de crise et de tension, un moment aussi pré-électoral dans les chambres qui ne vous avait pas échappé et qui a créé beaucoup de tension. Et je pense que c'était surtout un moment qui était difficile pour les exposants et les exploitants qui étaient là, nous étions à un moment après ces élections dans les chambres et surtout après beaucoup d'évolutions qui ont été faites, ce qui est en effet totalement différent.

Je voulais simplement, avec la ministre, avant d'aller ouvrir le salon, aux côtés du Premier ministre du Maroc, puisque le Maroc est l'invité d'honneur de celui-ci, vous dire à quel point nous sommes mobilisés derrière nos agriculteurs et à quel point on est mobilisés derrière l'agriculture française. Nous avons besoin de produire, on a besoin de produire pour nourrir, et c'est véritablement ce que le Gouvernement, moi-même, nous poussons. Cette semaine, un texte de loi important a fini son parcours législatif, qui va permettre justement de donner une orientation, de construire les instruments pour les jeunes qui auront à s'installer et pour les transitions. Et c'était un engagement que j'avais pris, et on le sait, parce que nous avons un grand renouvellement des générations qui est là, devant nous, puisqu'on a presque la moitié de la profession qui partira à la retraite dans les années qui viennent.

Maintenant, la conviction qui est la nôtre, c'est qu'en effet, il faut produire, assumer de produire, produire pour nourrir, pour nourrir les Français et les Européens, et pour aussi exporter, parce que notre agriculture, nos industries agroalimentaires, sont aussi d'abord, les pourvoyeurs d'emplois, de richesses et des vrais leviers de notre exportation.

Ensuite, ce que nous défendons, c'est que l'agriculture, au fond, et nos agriculteurs, ne peuvent pas être la variable d'ajustement, ni la variable d'ajustement du pouvoir d'achat, nous disons que c'est toujours les prix agricoles qu'on devrait baisser. Non, on défend ces prix —les réformes successives et celles encore passées dans le budget vont dans ce sens— ni la variable d'ajustement des accords agricoles. Et c'est aussi pour ça que nous nous sommes opposés au Mercosur tel qu'il a été signé.

Journaliste

Monsieur le Président, où en êtes-vous avec Ursula VON DER LEYEN ?

Emmanuel MACRON

Toujours au même endroit parce que nous n'avons pas eu de plus de visibilité et je pense que ces accords, dans la mesure où il n'y a pas ce qu'on appelle les clauses miroirs, qui en fait protègent de la concurrence déloyale, et ce qu'on appelle les clauses de sauvegarde qui permettent quand un marché est déstabilisé de le stopper, on ne l'a pas dans ce texte, donc c'est un mauvais texte tel qu'il a été signé, et donc on fera tout pour qu'il ne suive pas son chemin, pour protéger cette souveraineté alimentaire française et européenne. On est à un moment de géopolitique extrêmement tendu. Demain, rien ne nous dit que l'alimentation ne deviendra pas une arme. Et donc notre responsabilité, c'est de produire sur notre sol ce qui nous permet de nous nourrir et de nourrir nos enfants.

Journaliste

Monsieur le Président est-ce qu'il y a une minorité de blocage sur le Mercosur ?

Emmanuel MACRON

Eh bien c'est ce à quoi nous travaillons. On travaille à ce qu'il n'y ait pas de scission de l'accord, on travaille à ce qu'il y ait une minorité de blocage et à convaincre tous nos partenaires, parce que je pense que nos arguments sont les mêmes dans tous les pays d'Europe, qu'il faut en effet défendre cette capacité à produire européenne. Ce n'est jamais garanti. Les choses (inaudible).

Journaliste

L'an dernier, vous aviez fait une promesse qui avait fait beaucoup parler, qui était l'idée de prix planchers sur les produits agricoles. Ça a été abandonné depuis ?

Emmanuel MACRON

Non, pas du tout. J'avais dit : on lance ce travail. Donc il y a un travail qui a été fait par les parlementaires. Le rapport a été suivi. On en a parlé d'ailleurs avec les syndicats. Maintenant, il arrive au ministère. Et donc, c'est tout le travail de réforme de la structuration des prix.

Là, on a des lois, ce qu'on a appelées EGAlim, qui ont fonctionné parce qu'elles ont produit des résultats, elles ont mieux protégé les prix agricoles. Est-ce que c'est suffisant ? Non, parce qu'il y a, on le voit bien, des négociations qui ne se passent pas dans un climat apaisé, malheureusement. Le ministre a eu des mots très clairs sur ce sujet, et qu'on doit protéger des producteurs qui sont en nombre beaucoup plus petit que les distributeurs. Donc l'important, au fond, ce qu'on veut, je vais le dire de manière très simple, c'est qu'on ne puisse pas vendre des produits en dessous de leur coût de production. Et donc on ne les vend pas à perte pour le producteur. Ça me semble légitime.

Journaliste

Le syndicat Jeunes agriculteurs demande un plan de défense de l'agriculture. Que leur avez-vous répondu ce matin ? Et plus largement, quelle est votre vision que vous aimeriez partager aux jeunes générations d'agriculteurs qui s'installent ?

Emmanuel MACRON

Alors d'abord, il y a une loi, ils ont beaucoup contribué, beaucoup porté, qui est là et qui donne une orientation pour l'avenir agricole, l'installation, la transmission. Ensuite, on aura l'occasion dans les semaines qui viennent d'exposer justement ce qui est le plan d'avenir, parce que plus que défense, c'est un plan d'avenir. Notre agriculture, elle est dans une transition de ses modes de production. Nous sommes dans une transition climatique, on le voit dans beaucoup de territoires. On est dans une transition aussi des usages, du rapport à l'alimentation, dans une transition géopolitique. Et donc tout ça va nous contraindre, si je puis dire, en tout cas nous amène à redonner un cap à notre agriculture, surtout avant des mois suivants qui nous conduiront à négocier la prochaine PAC.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce que vous appelez au calme cette année ?

Emmanuel MACRON

En général, j'appelle au calme, oui. J'appelle au dialogue respectueux, au respect des uns avec les autres et à la considération. Et moi, on est beaucoup pour nos agriculteurs, et on sait qu'il y en a beaucoup qui sont en situation difficile et qu'il y a une souffrance qui est là dans certains territoires, dans certaines filières. Il y en a d'autres qui réussissent bien et on va continuer. Et je le dis aussi pour les jeunes qui veulent s'installer : il y a de l'avenir dans notre agriculture. Mais je pense que le calme, en effet, c'est la base, la bonne réponse.

Journaliste

Un mot sur la participation du Maroc ?

Emmanuel MACRON

On est très heureux et très fiers d'avoir le Maroc qui est sur notre salon en invité d'honneur, qui est très présent avec un stand magnifique. Le Premier ministre, d'ailleurs, est là et je m'en félicite. Et c'était une décision que sa Majesté le Roi m'avait confirmé lors de la visite d'État. Et c'est une grande fierté pour notre salon de l'agriculture, pour nos agriculteurs aussi, d'avoir ce partenariat très fort.

Journaliste

Certaines associations écologistes considèrent que le projet de loi agricole fait passer l'agriculture devant l'écologie. Est-ce qu'ils ont raison ?

Emmanuel MACRON

Non, mais je pense qu'il faut... Enfin, vous savez, on ne va pas faire passer l'un devant l'autre. On gère aujourd'hui une transition, mais il n'y a pas grand-chose qui passera devant notre capacité à produire et à nous alimenter, parce que tous parmi vous ici, vous allez demain... pardon, dès ce midi, je pense, ce soir, demain, vous nourrir. Et donc, il faut faire attention, parce qu'à trop contraindre nos agriculteurs, qu'est-ce qu'on fait ? On perd de la capacité à produire notre alimentation chez nous et du coup à importer d'autres pays, parfois voisins, qui font exactement ce qu'on interdit dans notre propre pays. C'est ça la concurrence déloyale. C'est là où il y a un énervement. C'est des situations qu'on est en train de corriger. C'est ce qu'on bouge.

Donc il faut produire, il faut produire pour nourrir et pour avoir cette autonomie alimentaire et puis pour exporter. Après, nous sommes tout à fait conscients de nos obligations justement sur le plan écologique. Et plus largement en fait, on a des obligations de santé humaine, on a des obligations écologiques, et il y a un immense travail qui est lancé depuis plusieurs années de transition. Il faut que vous vous représentiez que nos agriculteurs, ils ont engagé une des transitions les plus ambitieuses.

Il y a un énorme travail qui a déjà été fait. Plus de 90 % des produits phyto qui étaient les plus dangereux, on les a sortis. On est aujourd'hui en train, à chaque fois qu'il y a un substitut, de pouvoir bouger les choses. Simplement, on ne peut pas laisser les gens sans solution. On ne peut pas laisser les gens sans pouvoir faire leur travail. On ne peut pas laisser les gens sans pouvoir nous nourrir. Donc c'est assez logique. On essaie de mettre du bon sens dans ce qui est une transition qui va prendre plusieurs années et qu'il faut accompagner.

Journaliste

Avec la guerre commerciale qui se profile face à Donald TRUMP, est-ce que ce ne serait pas judicieux de renforcer le CETA et de le ratifier avec le Canada ?

Emmanuel MACRON

Moi, j'ai défendu le CETA parce que le CETA, il y a justement des équivalents de clause miroir, il y a des mesures de sauvegarde et il y a surtout l'adhésion à une même vision de l'avenir. Et donc moi, je suis favorable à la ratification du CETA. Aujourd'hui, comme vous le savez, il est appliqué comme s'il était ratifié. On est dans la période provisoire. Et d'ailleurs, je le dis parce qu'ici, on a eu parfois ce débat, c'est un accord qui est bon pour notre agriculture, c'est-à-dire qu'on y gagne. C'est-à-dire, vous regardez nos fromagers, nos laitiers, etc, ils exportent. Là où il y avait des craintes terribles, on disait on va être envahis, ça va être terrible. Non, parce que c'est un accord bien négocié.

Donc ce qui montre que les accords de commerce, quand ils sont bien négociés et qu'il y a une concurrence loyale qui est préservée, ils sont bons aussi pour nos agriculteurs.

Journaliste

Est-ce que vous voulez faire front face à Donald TRUMP et sa guerre commerciale ?

Emmanuel MACRON

Alors moi, je ne veux pas rentrer dans une logique guerrière, donc je ne vais pas à Washington demain dans cette logique. Et j'espère plutôt le convaincre que c'est l'intérêt y compris des États-Unis de ne pas le faire. Mais ce qui est sûr, c'est qu'on travaille main dans la main avec le Canada, le Premier ministre TRUDEAU. Et donc il faut une Europe unie, une Europe forte, une Europe qui défende les intérêts des Européens et de ses producteurs et qui avance avec des partenaires de confiance, le Canada en est un. On va maintenant aller ouvrir le salon. Merci beaucoup. Merci beaucoup.